Rapport de la commission des arts et de la culture chargée d'examiner la motion du 29 octobre 2013 de MM. Eric Bertinat, Thomas Bläsi, Christo Ivanov et Marc-André Rudaz: «MAH: un projet enterré».

Rapport de M^{me} Florence Kraft-Babel.

La motion M-1102 a été renvoyée à la commission des arts et de la culture lors de la séance plénière du Conseil municipal du 3 juin 2014. Sous la présidence de M. Sylvain Thévoz, celle-ci a été étudiée lors des séances du 1^{er} et du 15 septembre 2014. Les notes de séance ont été prises par M. Daniel Zaugg que nous remercions pour son excellent travail.

Rappel de la motion

Considérant que:

- en 1907 déjà, l'architecte du Musée d'art et d'histoire (MAH), M. Marc Camoletti, désireux de mettre en valeur l'édifice projeté, avait préparé un plan d'aménagement de la promenade Saint-Antoine qui mettrait en valeur la façade de l'entrée du Musée et permettrait une utilisation du sous-sol de la promenade de l'Observatoire, laquelle devait faire office d'accès à partir du quartier de Rive;
- ce plan d'aménagement, qui était cher aux genevois, n'a jamais été réalisé;
- depuis son inauguration en 1910, le MAH a subi quelques transformations réalisées par étapes, sur de longues périodes, sans couvrir la totalité du site;
- depuis longtemps déjà, le MAH ne répond plus aux normes en matière de sécurité et de conservation;
- en 1998, une nouvelle muséographie s'imposait et l'avenir du MAH devait être préparé. C'est ainsi qu'un plan directeur du MAH a été établi en 1999;
- ce plan directeur présente l'état des lieux du musée et comporte différents objectifs comme le renforcement du rôle du bâtiment principal, la remise en valeur de l'architecture intérieure et extérieure, l'extension maximale des espaces intérieurs d'exposition tout en respectant la destination originelle des étages, la prise en compte des besoins d'exposition temporaires ainsi que le développement de l'aspect éducatif du musée;
- le 10 février 1998, le Conseil municipal avait voté un crédit de préétude de 230 000 francs pour l'organisation d'une procédure d'appel d'offre pour l'octroi du mandat d'architecte dans le cadre de laquelle les candidats devaient présenter un projet d'interprétation du plan directeur et une proposition du mode de calcul des honoraires;

- à l’issue de cette procédure de sélection, le comité d’experts a désigné les architectes associés Jean Nouvel, Jucker MRH et Diserens Von Kaenel qui ont présenté un avant-projet en 2001, dit projet «Nouvel»;
- en collaboration avec les seuls responsables du musée, les architectes ont planifié un programme d’aménagement du bâtiment principal qui prévoit notamment l’excavation de la cour pour y implanter une construction nouvelle permettant d’offrir 3300 m² répartis sur 5 niveaux (salles d’exposition, forum et restaurant panoramique au-dessus des toitures);
- en séance du 17 mai 2004, le Conseil municipal a accepté la motion M-405 de la commission des arts et de la culture intitulée «Rénovation du Musée d’art et d’histoire» et demandant au Conseil administratif de lui proposer un crédit d’étude en vue de rénover le MAH s’inscrivant dans une remise en état respectueuse de l’architecture du bâtiment;
- outre la nécessité urgente de rénover le bâtiment principal du MAH, les motionnaires avaient en effet relevé que le projet «Nouvel» proposait une rénovation totale du musée pour un coût variant entre 60 millions et 100 millions de francs à l’époque, coût que la population n’accepterait pas si un référendum était lancé;
- dans l’intervalle, le Conseil administratif avait abandonné en 2002 le projet «Nouvel» et, en décembre 2003, avait décidé de déposer un crédit d’études pour des travaux prioritaires à exécuter en deux étapes en fonction du degré d’urgence;
- en mai 2004, le Conseil administratif a repris le projet «Nouvel» afin de l’adapter à la lumière de la motion M-405 de la commission des arts et de la culture;
- toutefois, en 2006, des mécènes ont approché l’administration communale afin de relancer le projet «Nouvel»;
- le 26 février 2007, le Conseil municipal a voté un crédit d’études de 3 600 000 francs basé sur les coûts du projet «Nouvel» tels qu’estimés en 2001;
- en novembre 2008, la Commission des monuments, de la nature et des sites (CMNS) émit des premières remarques au sujet des travaux liés au bâtiment principal du MAH, soit que les études devaient se faire dans un esprit d’ouverture et de réversibilité et que le bâtiment ancien ainsi que le principe d’une structure autonome dans la cour du musée devaient être conservés;
- en 2011, l’étude, toujours incomplète, permettait déjà d’estimer le coût des travaux à 127 000 000 francs, de sorte qu’il n’existe aucune garantie que les coûts, si le crédit est voté, soient partagés à parts égales entre la Ville et les partenaires privés;
- d’ailleurs, le 13 septembre 2011, Action Patrimoine vivant (APV) déposa une pétition (P-269) pour un projet moins onéreux, plus consensuel, ainsi que

pour la création de surfaces supplémentaires à l'extérieur du bâtiment principal;

- le 8 mai 2012, le Conseil municipal a voté un crédit d'étude supplémentaire de 2 450 000 francs pour finaliser le devis général (PR-922), tandis que la demande définitive d'autorisation de construire (DD 10475-1) a été déposée le 23 novembre 2011;
- dans le cadre de cette autorisation de construire, la CMNS a délivré un préavis circonstancié et a demandé à ce que le projet soit modifié tout en précisant que la restauration découlant du cahier des charges de l'appel d'offres de 1998 était urgente;
- le 19 janvier 2013, un nouveau projet a encore été déposé par la Ville à l'Office des autorisations de construire;
- cette nouvelle version n'a toujours pas convaincu les défenseurs du patrimoine, la question du comblement de la cour et de la surélévation restant, entre autres, litigieuses;
- d'ailleurs, Patrimoine suisse Genève a recouru contre l'autorisation de construire délivrée en juillet 2013;
- dans l'intervalle, d'importantes découvertes archéologiques ont été faites dans le cadre des travaux de terrassement du bastion Saint-Antoine, découvertes dont il faut également tenir compte;
- le projet «Nouvel», même modifié et remodifié, n'est toujours pas satisfaisant et ne dispose manifestement pas de suffisamment de légitimité dès lors qu'il a été imposé comme seule et unique possibilité;
- ce projet est obsolète et beaucoup trop onéreux de sorte que, même s'il était voté, le référendum est inévitable en l'état,

le Conseil municipal demande au Conseil administratif:

- d'abandonner le projet Nouvel et de tout remettre à plat en lançant un concours dont le jury serait composé de tous les acteurs concernés (y compris les représentants du patrimoine et les mécènes);
- intégrer dans les exigences du nouveau projet la question du parking des Clés-de-Rive et du site archéologique du bastion Saint-Antoine.

Séance du 1^{er} septembre 2014

Audition des motionnaires

Les motionnaires expliquent que la motion exprime le regret que le projet de rénovation et d'agrandissement du MAH n'ait suivi qu'un seul projet et n'ait pas ouvert d'autres pistes de réflexion. Ils observent que le projet n'a jamais bénéficié

d'un véritable concours international, que c'est une procédure d'appel d'offres menée par le Conseil administratif qui a abouti au choix du projet de Jean Nouvel. Par ailleurs, ils rappellent que le Conseil administratif a signé en 2010 une convention avec la Fondation Gandur pour l'art (FGA) qui fixe une date butoir pour l'adoption du projet Nouvel. Du point de vue financier, ils s'étonnent de ce que, au fur et à mesure de l'évolution du budget du projet, la FGA n'a pas adapté sa participation. On parle aujourd'hui d'un crédit de 133 millions tandis que la convention de 2010 maintient le financement privé de la FGA entre 20 et 40 millions de francs. Ils sont surpris de voir que la participation financière de la Ville pourrait passer de 40 millions à plus de 93 millions de francs sans une réévaluation des apports privés. Les motionnaires souhaitent également tirer la sonnette d'alarme sur la tendance au dépassement de crédits des projets de M. Jean Nouvel, par exemple la Philharmonie de Paris qui a vu son coût tripler puisqu'elle est passée de 144 millions de francs en 2006 à 472 millions aujourd'hui.

La motion propose donc de remettre les compteurs à zéro et de reprendre le dossier à la base, sauf à accepter que le référendum soit lancé.

Questions des commissaires

Un commissaire note que si la motion résume bien le débat public qui s'est tenu autour du projet de rénovation du MAH qui questionne les éléments financiers et patrimoniaux, sachant que ces deux aspects ont fait l'objet de nombreuses concertations autour de ce projet depuis un certain moment, il aimerait comprendre quels sont les éléments nouveaux qui ont pu justifier le dépôt de cette motion au mois d'octobre 2013.

Un motionnaire explique que le principal nouvel élément est l'augmentation budgétaire qu'a connue le projet modifié. Il est important pour lui que le Conseil administratif puisse garantir que la rénovation du MAH s'effectuera à coûts constants. Comme le projet devrait démarrer à l'horizon 2018, il est tout à fait envisageable que la Ville reprenne le dossier depuis le départ afin de trouver une solution moins coûteuse qui prendrait en compte par la même occasion l'avis des différentes associations patrimoniales.

Audition de M. Sami Kanaan, maire de la Ville de Genève chargé du département de la culture et du sport, accompagné de M. Jean-Yves Marin, directeur du MAH, et de M^{me} Carine Bachmann, directrice du département

M. Kanaan se réjouit que la commission ait aussi été saisie du dossier traitant du projet de rénovation du MAH car cela offre la possibilité au département de la culture d'informer les commissaires de manière actualisée et détaillée sur les enjeux de sa politique culturelle, et en particulier sur la place de ce dossier.

En effet, la plupart des discussions ont porté sur les questions financières et architecturales sans que le contenu de l'offre qui sera proposée au public ne se voie véritablement traité. On a davantage traité du contenant que du contenu.

L'ampleur du projet mérite qu'on revienne sur ce dernier avec une explication plus approfondie. Il ne faut pas oublier que le bâtiment du MAH est au service d'une mission publique et c'est pourquoi il est essentiel de rétablir l'équilibre dans la discussion. L'institution dispose d'un patrimoine culturel exceptionnel dont la conservation et l'exposition au public doivent d'être garanties dans les meilleures conditions. Or l'état actuel de l'édifice ne permet plus d'assurer la préservation de ces œuvres patrimoniales sur le long terme.

Le choix de proposer l'extension du musée à l'intérieur du même bâtiment s'explique par la volonté de maintenir une approche intégrée de son contenu. Comme le MAH est une institution encyclopédique à taille humaine en comparaison du Louvre ou du British Museum, il paraît logique de mettre en valeur ses collections sur un seul site. L'idée du projet est de permettre aux visiteurs de pouvoir faire le tour des expositions en une journée. En termes de coûts, toute solution dissociée apparaîtra plus chère qu'un agrandissement intégré dans un seul bâtiment. On se rappelle le Musée de l'Ariana que certains parmi vous évoquent souvent comme un exemple de renchérissement du budget des musées. Enfin, il faut comprendre que la rénovation du MAH représente une urgence en termes de délais ou alors il faudra le fermer pour des raisons de sécurité. Enfin, il est évident que les partenaires privés actuels ne maintiendront pas leur offre si le projet actuel est refusé. Le département a réussi à mettre récemment en place une collaboration entre les différents musées publics et privés genevois par le biais d'états généraux. A cette occasion il apparaît clairement que le MAH est le navire amiral, qu'il est essentiel qu'il garde sa position et ne perde plus de temps à se dégrader.

M. Marin tient à rappeler que Genève peut se flatter de faire partie des premières villes européennes à se doter d'un véritable musée avec l'ouverture du Musée Rath au public en 1826. L'édification des nouveaux locaux de l'Université au parc des Bastions en 1872 permet ensuite aux autorités d'y placer des collections de sciences naturelles, d'archéologie et d'ethnographie. A partir du moment où l'agrandissement des collections rend les espaces d'exposition insuffisants, l'idée de réunir les œuvres d'art et d'histoire dans un même édifice prend forme et c'est au début du XX^e siècle que le Conseil municipal vote un crédit financier pour l'édification d'un musée à cet effet. La construction du MAH aboutit en 1910 grâce, notamment, à l'aide financière privée de Charles Galland, c'est-à-dire dès l'origine avec un partenaire privé, et la diversité de ses collections l'amène à figurer rapidement parmi les musées les plus importants de Suisse. Il rappelle aussi que le musée a toujours été dévolu aux collections puisqu'il a accueilli nombreuses équipes scientifiques destinées à l'étude des objets. Aujourd'hui, le MAH

accueille plus de 200 000 visiteurs par année sans compter les 50 000 visiteurs qui se rendent aux expositions temporaires du Musée Rath.

La collection la plus prestigieuse concerne la tradition des beaux-arts et plus précisément la peinture de paysages des écoles suisses et genevoises. Le musée a la chance de posséder de nombreuses œuvres de Ferdinand Hodler, Félix Vallotton, Alexandre Calame ou encore Gustave Courbet. La qualité et l'importance des collections beaux-arts a permis au MAH d'établir des liens avec les musées du monde entier et on peut se réjouir de l'acquisition récente d'un tableau encore inconnu de Gustave Courbet que le MAH présentera prochainement.

Malgré cette renommée, on constate que le bâtiment du MAH n'a jamais connu de rénovation générale depuis 1910. Au lieu d'étudier un renouvellement de la muséographie, les directeurs ont accumulé des aménagements successifs. Ce procédé a amené à un certain désordre au niveau de la présentation des collections. Le projet de rénovation du MAH permettra de retrouver une cohérence générale par collection, sachant qu'il est important de garantir une flexibilité de l'accrochage.

En ce qui concerne l'apport de la collection beaux-arts de la FGA, il est essentiel de comprendre que cette collection prestigieuse permettra au MAH de prendre une place nouvelle en Europe puisqu'elle viendra compléter les nôtres en présentant une période (1946-1962) qu'elle ne possédait pas jusqu'alors.

Un des problèmes actuels du MAH est de ne pas disposer d'un espace central, tel une colonne vertébrale permettant de s'orienter dans le bâtiment. Le nouveau projet remédie à cela avec un espace central qui sera institué au cœur de l'établissement et offrira une meilleure compréhension de l'encyclopédisme du musée. La répartition des salles correspondra aux différents domaines exposés et la présentation des œuvres tiendra compte du respect de la chronologie, sachant que ces deux éléments sont essentiels pour permettre aux visiteurs de se repérer. Il faut signaler également qu'un Forum et un grand espace dédié aux expositions temporaires seront installés sous la cour des Casemates.

En bref, la nouveauté consiste en ce que le futur musée soit constitué de deux parties distinctes: d'une part les collections permanentes accessibles de 10 h à 18 h et, d'autre part, un lieu d'accueil regroupant le forum et le restaurant qui pourra rester ouvert tard le soir sans remettre en cause la sécurité des collections.

Concernant les collections d'armes et d'armures chères aux Genevois, l'exposition des pièces s'inspirera de la muséographie originelle. La mise en scène devrait permettre de conjuguer la tradition genevoise et la modernité du bâtiment. Le travail de Jean Nouvel propose à cet effet une relecture du musée qui inclura des parties résolument contemporaines et d'autres qui respecteront au plus près l'aménagement de 1910.

Pour poursuivre avec la question de l'identité genevoise, on peut se féliciter de la création d'un étage propre au domaine de l'horlogerie au-dessus de la salle des armures. Malgré le cambriolage de 2002, la collection du MAH reste une référence en Suisse avec un nombre de pièces estimé à 20 000.

La contribution matérielle de certains donateurs privés pourrait aussi concerner la collection d'instruments de musique. Il est également intéressant de noter que de nombreux changements seront opérés au niveau de la présentation puisqu'il sera possible d'écouter la musique des pièces exposées tout comme au musée de référence qu'est celui des instruments à Bruxelles.

Le secteur de l'archéologie d'une renommée internationale connaîtra un second souffle avec les objets prêtés par la FGA. Une attention particulière sera dévolue aux collections d'égyptologie.

Concernant la question de la déontologie sur la provenance des pièces, il faut savoir que le musée respecte deux principes de base au niveau de ses collections, à savoir la loi suisse sur l'entrée des objets et le code de déontologie. Au moment de la relance du projet de rénovation en 2009, une commission de déontologie des musées de la Ville de Genève a été créée, ce qui représente une première à un niveau communal. Après avoir mené un premier atelier de réflexion sur les collections du MAH, cette commission a participé à la rédaction d'un document de référence sur la politique d'acquisition des pièces de musée. D'autre part, on peut noter que l'association Hellas et Roma a enrichi les collections grecques et romaines du MAH en suivant les règles déontologiques figurant dans ses statuts. Le changement de rapport à l'objet et l'évolution des relations avec le pays source apparaît aussi avec la mise à jour des conventions de partenariat en ce qui concerne les legs et les prêts faits au musée. Enfin, en ce qui concerne les lois suisses, la commission a établi un corpus juridique de référence pour les collections des différents musées de la Ville.

M. Kanaan estime que la politique culturelle d'un musée doit s'inscrire dans une stratégie proactive et définie à long terme. En ce qui concerne le MAH, cette démarche s'est effectuée dans un premier temps avec la rédaction d'un résumé sur la politique culturelle envisagée dans le cadre du projet de rénovation. La seconde étape consistera à réunir les responsables d'autres musées au sein d'un comité scientifique chargé d'effectuer une démarche d'introspection relative à la politique à mener pour le MAH. Ce comité se réunira une première fois au mois d'octobre.

Pour répondre à la question des garanties éthiques, il est important de rappeler que la Ville de Genève est la première collectivité publique à avoir initié une commission de déontologie. Quant aux inquiétudes financières évoquées par la motion M-1102, il faut comprendre que le bâtiment ne pourra pas attendre dix ans de réflexion pour proposer un nouveau projet. D'autre part, le projet actuel a

massivement allégé l'aménagement de la cour des Casemates qui avait fait l'objet de protestations.

Discussion

Le président demande aux commissaires de préciser à quelle motion se rapporte leur question.

Un commissaire motionnaire voudrait savoir si la convention liant le MAH et la FGA reste en vigueur avec le nouveau projet de rénovation.

M. Marin rappelle que la collection de la FGA va essentiellement intervenir sur deux parties du Musée, à savoir la partie archéologique et celle dédiée à la peinture. En ce qui concerne la partie archéologique, il faut prendre en compte que la muséographie sera dirigée par les collaborateurs du MAH qui ont décidé de fondre les pièces de la FGA avec la collection du musée. Les galeries consacrées à la peinture verront, pour leur part, la création d'un espace de 400 m² pour la FGA. Le choix des œuvres sera effectué avec l'accord des deux parties.

M. Kanaan tient à préciser que l'accord avec la FGA comprend deux partenariats. Le premier concerne les collections et le second porte sur l'apport financier. Il faut savoir que les collections de la FGA ont pris beaucoup d'importance depuis la création du projet modifié en 2009. Certaines clauses de la convention mériteraient donc d'être modifiées sachant que la FGA ne demande plus de bureaux au sein du musée et que l'espace de 400 mètres carrés destinés à l'exposition des tableaux n'est pas suffisant. Il faut retenir que la révision des clauses de la convention devrait avoir lieu après le vote du crédit.

Un commissaire aimerait avoir un ordre de grandeur relatif aux coûts financiers que peuvent engendrer le travail de traçabilité et d'authentification des œuvres.

M. Marin soulève que la majorité des experts pour ce travail sont internes du musée. La recherche sur les origines des œuvres prend du temps car beaucoup de collections n'ont pas été réétudiées depuis longtemps, mais cette tâche ne coûte pas en termes d'argent sauf qu'elle demande un grand investissement humain.

Un commissaire voudrait avoir des précisions sur le travail mené par le Conseil international des musées (ICOM).

M. Marin indique que l'ICOM est une ONG mondiale regroupant des professionnels des musées et disposant de 130 comités nationaux. Cette organisation a créé un Conseil international de déontologie qui a amendé en 2004 le code de déontologie. Il recommande l'audition de M^{me} France Therrier qui est membre de l'ICOM et de la commission de déontologie de la Ville de Genève et a participé elle-même à l'examen des œuvres de la FGA.

M^{me} Bachmann suggère à la commission d’auditionner également M. Jean-Luc Chappaz qui a dirigé l’étude de la collection de la FGA.

Une commissaire aimerait savoir s’il existe une nouvelle version de la convention liant le MAH à la FGA.

M. Kanaan explique que la version de 2010 est toujours valable mais qu’elle connaîtra certains amendements pour matérialiser les changements évoqués.

Le président remercie les auditionnés et ouvre la discussion.

Un commissaire tient à souligner que la convention ne correspond plus du tout à la situation actuelle.

Un autre commissaire estime nécessaire d’attendre la modification de la convention avant que la commission se prononce sur le projet. Concernant l’audition de la commission de déontologie, cette dernière apparaît pertinente puisqu’elle concerne l’ensemble des musées de la Ville.

Le président met au vote l’audition des membres de la commission de déontologie.

La commission accepte cette audition à l’unanimité.

Séance du 15 septembre 2015

Audition de la commission de déontologie de la Ville de Genève, composée de MM. Vincent Negri, chercheur au CNRS et spécialiste du droit international du patrimoine mandaté par la Ville de Genève, Jean-Yves Marin, directeur du Musée d’art et d’histoire (MAH), Jean-Luc Chappaz, conservateur en chef du MAH, et Marc-André Renold, professeur à la Faculté de droit de l’Université de Genève, responsable de l’enseignement de droit de l’art et des biens culturels

Le président invite les auditionnés à présenter les missions et le fonctionnement de la commission de déontologie des musées et des institutions patrimoniales de la Ville de Genève.

M. Marin explique que la déontologie des professions muséales est un phénomène relativement récent puisque les premiers textes réglementant ce domaine datent des années 1970. La rédaction de ces documents naît de la réflexion qui est menée au sein de la Convention de l’UNESCO sur la prévention du trafic illicite et le retour des biens culturels. Au niveau international, l’adoption du Code de déontologie par l’ICOM en 1986 offre un cadre concret sur l’exercice des professions en charge des musées et du patrimoine. La révision du code entre 1998 et 2004 reflète la volonté d’adapter la conduite éthique à l’évolution des mœurs et aux changements de mentalité, comme le démontre l’introduction de la question

des restes humains. La déontologie des professions muséales n'est, en effet, pas une science exacte et elle doit pouvoir réactualiser son contenu selon les problématiques qui peuvent apparaître au fil de l'actualité.

En ce qui concerne la Ville de Genève, le projet de rénovation et d'agrandissement du MAH a permis d'entreprendre une réflexion sur le renforcement des principes de déontologie dans la pratique quotidienne des musées. Ainsi, le département de la culture avait proposé au directeur du MAH de mettre en place un Comité de déontologie des musées de la Ville, ce qui représente une première mondiale à un niveau municipal. La création du comité en 2009 à l'initiative de M. Patrice Mugny, magistrat en charge du département, a permis de réunir des directeurs de musées genevois, des représentants de l'ICOM Suisse et des spécialistes du droit suisse et international afin d'évaluer la politique d'acquisition menée par les institutions muséales de la Ville. Face aux questionnements de certains conservateurs sur le mode de constitution de certaines collections, le comité fait appel à des experts pour analyser les pièces et émettre des recommandations sur d'éventuelles restitutions. Une fois les résultats obtenus, le musée étudie la viabilité des solutions proposées avant de contacter le magistrat qui décide en dernier ressort des éventuelles suites à donner au dossier traité.

Au niveau des musées genevois, le respect des normes internationales de protection du patrimoine concerne deux types de possessions, à savoir les acquisitions en propre d'une part et les dépôts d'autre part. Alors que le premier domaine concerne des enrichissements pérennes par le biais de dons, de legs ou d'achats, les dépôts regroupent les pièces prêtées par des particuliers pour une période plus ou moins longue. Le comité a alors décidé de s'affranchir de cette situation en reprenant ou en restituant les œuvres prêtées par les collectionneurs. La rétrocession des biens culturels à leur pays d'origine en cas d'appropriation illégale est également une question que le comité prend en considération puisqu'elle fait partie des points figurant dans le Code de déontologie de l'ICOM. En ce sens, on peut relever que les musées genevois sont prêts à traiter les différentes revendications que pourraient émettre certains Etats désireux de récupérer une partie de leur patrimoine. Alors que le MEG a déjà eu affaire à des demandes de restitution, on peut noter que le MAH n'a encore reçu aucune réclamation de la sorte, sans doute en raison de sa politique proactive dans ce domaine.

M. Renold ajoute que la Suisse a ratifié en 2003 la Convention de l'UNESCO de 1970 sur la lutte contre le trafic illicite des biens culturels. Deux ans plus tard, une loi fédérale a été adoptée pour mettre en application le texte de l'UNESCO au niveau interne. La loi sur le transfert international des biens culturels (LTBC) a alors permis de créer un cadre juridique suisse en définissant la notion de biens culturels, en traitant de la question des inventaires et en réglementant l'importation et l'exportation des biens culturels. Même si cette loi concerne les musées fédéraux, la Ville de Genève a décidé d'en respecter les indications. Ainsi, les

musées genevois sont astreints au devoir de diligence et ils doivent vérifier la provenance et la traçabilité de leurs pièces. La restitution des objets acquis de manière frauduleuse a déjà été concrétisée avec le cas de la tête maorie qui se trouvait au MEG jusqu'en 1992. Le rapatriement en Nouvelle-Zélande de ce reste humain s'est effectué en deux temps, sous la forme d'un prêt puis, suite aux recommandations de la commission de déontologie, par la restitution en 2011 de la tête maorie officiellement par le Conseil administratif concrétisant, de ce fait, la volonté de rayer cet objet de l'inventaire du MEG.

M. Negri résume en disant que la commission de déontologie de la Ville de Genève, prend en compte deux traités internationaux, à savoir la Convention de l'UNESCO sur le trafic illicite des biens culturels et la Convention sur le commerce international des espèces (CITES). Alors que la première traite la prévention du trafic illicite et le retour des biens culturels à leur pays d'origine, la CITES régleme l'importation et l'exportation de spécimens de faune et de flore.

Après avoir établi ce cadre normatif, la commission de déontologie s'est interrogée sur le traitement des objets acquis durant une période antérieure à l'entrée en vigueur de ces textes. La commission a décidé de prendre en compte le principe de non-rétroactivité, sans exclure pour autant une certaine souplesse dans le cas où, comme cela s'est produit avec la tête maorie, une demande venait à se présenter.

Questions des commissaires

Un commissaire s'interroge sur l'état actuel de l'inventaire des collections.

M. Marin lui répond que l'inventaire du MAH, comme celui du MEG, est quasiment à jour, sachant qu'il faut encore répertorier les pièces appartenant à la collection de numismatique. Le nombre d'objets pouvant poser des soucis d'éthique est infime mais il suffit de peu pour entacher la renommée d'une institution muséale. Au total, le MAH posséderait une petite dizaine de pièces problématiques.

Ce même commissaire voudrait s'assurer que le MAH étudie la provenance des collections proposées par des privés avant d'accepter toute collaboration.

M. Marin explique que le MAH n'accueille pas de collections appartenant à des particuliers. L'institution préfère traiter avec des fondations d'œuvres patrimoniales car les collections qui s'y trouvent ont généralement déjà été examinées par des experts. Cela dit, le musée procède de toute façon à l'étude de la traçabilité des pièces avant d'accepter de les recevoir. Aujourd'hui, le MAH travaille en partenariat avec l'association Hellas et Roma et la Fondation Gandur pour l'art. Sans revenir sur le projet de rénovation, on peut rappeler que la FGA a déjà colla-

boré avec le MAH en exposant une partie de sa collection d'art antique au sein de l'exposition «Corps et esprits». Quant à Hellas et Roma, cette association créée en 1983 a pour fonction d'acquérir des antiquités grecques, romaines et étrusques pour enrichir les collections du MAH. Liée au domaine archéologique du musée, elle soutient les recherches scientifiques et organise des expositions, des conférences et des colloques.

M. Chappaz confirme que le MAH a toujours demandé aux fondations d'apporter les documents qui attestaient la conformité au droit suisse des collections proposées. En ce qui concerne l'exposition «Corps et esprits», le musée a mandaté un expert fédéral pour vérifier l'acquisition en bonne et due forme des 150 pièces prêtées par la FGA. Les résultats de l'analyse ont révélé deux anomalies. Ces pièces n'ont donc pas figuré dans l'exposition en attendant la certitude de conformité, ce qui a été confirmé par la suite, mais nous avons agi selon le principe de précaution. Le musée procède également à un autre type d'opération déontologique en constituant la traçabilité des objets. Cette opération consiste à établir un historique du parcours des œuvres en identifiant les collections par lesquelles elles ont passé. La recherche dans les archives est un travail minutieux qui peut s'avérer long et compliqué car ce n'est que depuis une quarantaine d'années que les éditeurs ont les moyens de photographier les objets.

Un commissaire demande qui décide en dernière instance d'accepter le don d'un collectionneur au MAH.

M. Marin explique que le choix d'accepter ou de rejeter l'offre d'un collectionneur revient toujours *in fine* au pouvoir politique. Le rôle des chercheurs du MAH et de la commission de déontologie est d'apporter les meilleurs arguments au magistrat dans sa prise de décision. A noter encore que l'intérêt de la commission ne porte donc pas sur la personnalité du donateur mais sur la conformité des œuvres aux principes de déontologie.

Un commissaire demande encore quel est le droit de regard de la commission de déontologie sur la convention qui lie la Ville de Genève à la FGA.

M. Marin précise que la convention offre au MAH un droit de regard sur les collections de la FGA. Ainsi, la FGA est tenue d'accepter les résultats du travail d'inspection de ses collections mené par les experts mandatés par la commission.

Un commissaire demande qui préside actuellement la commission de déontologie.

M. Marin indique en être actuellement le président. Le président de la commission est élu tous les deux ans.

Ce même commissaire souhaiterait savoir si les avis émis par la commission de déontologie sont accessibles au public ou s'ils restent confidentiels.

M. Marin remarque que la mise à disposition publique des résultats de la commission dépend des cas. Bien que ce procédé ne fasse plus partie de sa politique actuelle, il est vrai que le musée a accepté par le passé des clauses de confidentialité exprimées par des familles lors d'un don. Ces clauses notariales sont néanmoins très rares et il est généralement possible d'accéder aux avis de la commission sur le site de la Ville.

Ce même commissaire demande si la liste des collections ou objets dont la propriété n'est pas clairement établie est disponible au public.

M. Marin répond par la négative. Les enquêtes de déontologie sur l'acquisition de certaines pièces du musée restent confidentielles. Alors que beaucoup de collectionneurs ont pu déposer leurs pièces sans convention, le musée a décidé de ne pas revenir sur les acquisitions antérieures à la convention de 1970.

Une commissaire s'interroge sur les demandes de restitution de certaines momies qui ont été envoyées au MEG il y a quelques années.

M. Renold explique que le MEG a été contacté en 2007 par un collectionneur privé qui désirait vendre plusieurs momies. Après avoir décliné l'offre, le MEG a décidé de faire appel à l'Office fédéral de la culture (OFC) pour établir un rapport sur cette collection. Tout un réseau s'est alors mis en marche puisque l'OFC a informé l'ambassade chilienne de cette affaire. Le rapport de l'archéologue mandaté pour examiner les restes humains a permis au MEG d'organiser le retour de quatre momies au Chili.

M. Chappaz tient à préciser que les musées genevois collaborent souvent avec l'OFC étant donné le rôle centralisateur de cette institution. D'autre part, les colloques qui sont organisés au sein des musées permettent d'aborder plusieurs questions avec des institutions internationales.

Un commissaire demande si les musées privés genevois peuvent solliciter la commission de déontologie de la Ville de Genève.

M. Marin souligne que la commission de déontologie a été conçue pour servir exclusivement les musées publics de la Ville. Le choix de répondre favorablement à la demande d'un musée privé appartient le cas échéant au magistrat.

Une commissaire demande si le document inscrit dans le rapport d'activité des musées sous le titre de «politique d'acquisition des musées» est disponible.

M. Marin indique que ce document est accessible sur le site du MAH. Le document rappelle ainsi l'état de droit applicable sur l'acquisition des collections propres à chaque musée.

Une commissaire aimerait savoir si le rapport d'activité des musées aborde la question du partenariat public-privé.

M. Marin précise que le document traite cette question dans le cadre de la problématique des collections. La quantité des objets acquis depuis deux cents ans oblige l'institution à limiter les nouveaux apports et il lui arrive fréquemment de refuser les dons ou des entrepôts. La vocation du musée n'est pas d'entreposer des prêts à court ou moyen terme, notre vocation est de permettre un offre cohérente et durable, c'est pourquoi les conventions établies avec les fondations s'inscrivent généralement dans la durée.

Cette même commissaire voudrait comprendre le sens de l'article 5 du règlement de la commission de déontologie concernant le code de conduite de ses membres et l'abstention de toute participation aux travaux en cas d'intérêts susceptibles d'en compromettre l'indépendance ou l'impartialité.

M. Marin indique à titre d'exemple que les collaborateurs des musées genevois n'ont pas le droit d'avoir un conjoint antiquaire. Un membre de la commission ne peut pas non plus être commerçant d'art.

Un commissaire se demande quelle est la valeur ajoutée des œuvres la FGA étant donné déjà l'importance de ses collections.

M. Marin insiste sur le fait que ce partenariat relève d'un choix culturel lié d'une part à la qualité reconnue comme exceptionnelle au niveau mondial des œuvres ajoutées et de la période qu'elles couvrent pour ce qui est des beaux-arts (1946-1962), un manque dans notre offre encyclopédique. De plus, elle offre un second souffle au secteur de l'archéologie qui bénéficiera d'une renommée internationale renforcée avec les antiquités prêtées par la FGA.

La commission remercie les auditionnés de leur présence et pour la qualité des informations données.

Questions des commissaires et prise de position des groupes

Un commissaire motionnaire concède que la motion est arrivée relativement tard face à l'avancée du projet de rénovation et d'agrandissement du MAH. Cela dit, il aurait été préférable d'explorer d'autres pistes de réflexion au lieu de persister à modifier un projet qui posait dès le départ un certain nombre de problèmes. Le manque de concertation a créé des oppositions et généré l'annonce d'un référendum par des associations patrimoniales que sera une perte de temps et d'énergie énorme et que l'on aurait pu en amont s'épargner. Cependant, au vu des explications détaillées et actualisées fournies, il ne désire plus s'opposer au projet étudié par le municipal et s'abstiendra par conséquent de voter la motion.

Un commissaire ne craint pas le référendum, et le juge même bienvenu s'il engendrait un véritable débat sur le fond du projet. Toutefois, étant donné que ce débat de fond est en cours à propos de la motion M-1139, une proposition dont il

est motionnaire, il suggère de refuser la motion tout en demandant de la lier à la discussion du projet (M-1139).

Vote

Le président met au vote la motion M-1102, qui est refusée par 9 non (2 S, 2 EàG, 1 Ve, 2 LR, 2 DC) et 3 abstentions (2 UDC, 1 MCG).

Annexes: voir les annexes du rapport M-1139 A